

Ecrit par le 3 juillet 2026

Le sénateur Blanc se penche sur le berceau des 'territoires zéro chômeur de longue durée'



Jean-Baptiste Blanc, sénateur de Vaucluse, vient d'intervenir sur la proposition de loi visant à étendre progressivement l'expérimentation du dispositif '[territoires zéro chômeur de longue durée](#)'. Dans ce cadre, il a notamment déposé 5 amendements élaborés conjointement avec Laurent Garcia, élu à Gargas, et chef de projet du dispositif soutenu par la Communauté de communes Pays d'Apt Luberon.

S'inquiétant de l'avenir au niveau national des [Territoires zéro chômeur de longue durée](#) (TZCLD), le sénateur de Vaucluse Jean-Baptiste Blanc est monté au créneau afin de tirer au clair l'avenir de ce dispositif dont l'expérimentation doit prendre fin le 31 décembre 2026. Pour ce dernier, les TZCLD « portent quelque chose d'essentiel et de prouvé ».

Ecrit par le 3 juillet 2026

« Le droit à l'emploi n'est pas une utopie : c'est une réalité. »

Jean-Baptiste Blanc, sénateur de Vaucluse

« La preuve, je la trouve dans mon département, poursuit l'élu ce mardi 9 juin à la tribune du sénat afin de défendre ce dispositif visant à résorber le chômage endémique local. Dans le Pays d'Apt Luberon, en Vaucluse, l'Entreprise à but d'emploi (EBE) [Zou Vaï](#) : 95 salariés issus de la privation durable d'emploi, 410 000€ de chiffre d'affaires en hausse de 47%, un résultat d'exploitation positif. Le droit à l'emploi n'est pas une utopie : c'est une réalité, quand on lui en donne les moyens. Mais ce même terrain m'a enseigné aussi que, sans une subvention exceptionnelle de 80 000€ accordée par la Communauté de communes début 2025, Zou Vaï était en danger. Ce n'est pas une anecdote, c'est la révélation d'une fragilité structurelle que la loi doit corriger. »

[Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée : où en est le Pays d'Apt ?](#)

C'est donc dans cette optique que le parlementaire vauclusien a travaillé avec Laurent Garcia, 4^e adjoint de la commune de Gargas, et chef de projet du dispositif soutenu localement par la [Communauté de communes Pays d'Apt Luberon](#) (CCPAL) dans le cadre du TZCLD. Les deux ont ainsi rédigé 5 amendements afin de notamment pérenniser le fonctionnement de cette initiative de retour à l'emploi.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Laurent Garcia, élu à Gargas et chef du projet Territoires zéro chômeur de longue durée dans le Luberon. Crédit : DR/Commune de Gargas

Ces textes proposent ainsi de préciser plusieurs angles morts : notifier l'engagement financier de l'Etat comme socle du financement du dispositif, tenir compte dans les financements des emplois nécessaires au fonctionnement, à l'encadrement et au développement des entreprises à but d'emploi mentionnées, prévoir des modalités de soutien à la formation des salariés, permettre la possibilité pour les EBE de répondre à des appels à projets, appels d'offres ou autres procédures de mise en concurrence ou bien encore favoriser le développement de partenariats avec les acteurs économiques du territoire y compris hors des locaux des entreprises à but d'emploi.

« On ne pérennise pas durablement ce qu'on laisse structurellement fragile. »

Jean-Baptiste Blanc

Ecrit par le 3 juillet 2026

« Derrière chaque EBE qui tient debout, il y a des emplois que personne ne voit : des directeurs, des responsables de développement, des fonctions support. Ces emplois non conventionnés sont invisibles dans la loi et pourtant, sans eux, rien ne fonctionne », insiste le Jean-Baptiste Blanc qui poursuit : « « Comment se développer quand on ne peut répondre à un appel à projets sans risquer un contentieux ? interroge. Comment progresser quand la formation des salariés reste hors du cadre conventionnel pour les EBE de plus de 50 salariés ? Comment coopérer avec le tissu économique local quand le droit du travail leur refuse de prêter au sein des entreprises locales qui en ont besoin ? On ne pérennise pas durablement ce qu'on laisse structurellement fragile. »

Aujourd'hui en France, outre [Zou Vaï](#) dans le Vaucluse, 92 Entreprises à but d'emploi regroupant plus de 3 800 salariés sont directement concernées par le maintien des TZCLD.

L.G.

Les alsaciens remettent en cause notre organisation territoriale

Ecrit par le 3 juillet 2026



La réforme de notre organisation territoriale, voulue par François Hollande en 2015, a des conséquences inattendues. Sur la proposition de Brigitte Klinkert, députée du Haut-Rhin, l'Assemblée Nationale a voté à une majorité la sortie de l'Alsace de la région Grand Est. Même si le vote du Sénat est loin d'être acquis, c'est une petite victoire pour les alsaciens. Dans cette fronde, il faut surtout y voir une demande d'une plus grande autonomie politique. De quoi donner des idées à d'autres régions...

Les alsaciens ont toujours été contre la réforme territoriale de 2015 qui associait leur destin à celui des lorrains et des champardennais. Bien que la loi, leur donnait d'emblée la main sur l'exécutif du Grand Est, ils se sont toujours opposés à cette fusion. Cette concession donnée aux alsaciens n'en a pas moins calmé leurs velléités avec l'adoption, le 8 avril dernier, de la proposition de loi de la députée Renaissance [Brigitte Klinkert](#). Celle-ci entérine la sortie de l'Alsace de la région Grand Est. Mais surtout ce texte confère à la « future nouvelle région Alsace » un statut particulier aux pouvoirs élargis. Comme un avant-goût d'autonomie. Une démarche qui est scruté avec beaucoup d'intérêt du côté du pays Basque, de la Bretagne ou encore de la Savoie où les ambitions régionalistes sont fortes.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Une chose est sûre la promesse de la réalisation d'économies de fonctionnement avec le regroupement des régions n'a pas été tenue

Même si cette fronde risque d'être stoppée par le Sénat, elle pose et repose l'éternelle question de la bonne organisation administrative de notre pays. Y-a-t-il trop d'échelons et d'instances décisionnaires ? Quelle est la bonne taille ? Qui devrait décider de quoi ? Y-a-t-il pas un risque pour l'unité nationale ? Toutes ces questions sont sur la table depuis des décennies sans que de réponses soient véritablement apportées et surtout pas la loi de janvier 2015. Une chose est sûre la promesse de la réalisation d'économies de fonctionnement avec le regroupement des régions n'a pas été tenue.

La constance de la démarche alsacienne a au moins le mérite de remettre la question de notre organisation territoriale au cœur du débat politique, et cela à 12 mois des élections présidentielles. La question est intéressante : devons-nous aller décentraliser d'avantage avec une organisation de type fédérale comme chez plusieurs de nos voisins européens ?

En définitive, on pourrait remercier les alsaciens. Ils vont peut-être faire bouger les lignes permettant à notre pays de se doter enfin d'une gouvernance plus représentative et mieux partagée.

Logement : un nouveau levier fiscal pour relancer l'offre locative abordable

Ecrit par le 3 juillet 2026



Face à une crise du logement persistante, le Parlement a adopté la création d'un statut du bailleur privé, un dispositif fiscal inédit destiné à encourager les particuliers à investir dans le logement locatif à loyers maîtrisés. Portée par une majorité composite, la mesure promet des avantages fiscaux significatifs, mais reste suspendue aux débats budgétaires et à un possible risque d'inconstitutionnalité.

L'Assemblée nationale a adopté, mi-janvier, la création d'un statut du bailleur privé. Objectif ? Réorienter l'investissement des particuliers vers le logement abordable, alors que la production de logements neufs recule et que les loyers continuent de peser sur le pouvoir d'achat des ménages.

Un compromis politique sous contrainte

Le texte, voté après de longues négociations, est le fruit d'un compromis entre groupes de la gauche modérée, du centre et de la droite. Il a recueilli 158 voix favorables contre 49 oppositions, principalement issues des rangs écologistes, communistes et de La France insoumise, qui dénoncent un dispositif jugé trop favorable aux propriétaires privés. En contrepartie de ce vote, le gouvernement s'est engagé à alléger sensiblement les prélèvements pesant sur les bailleurs sociaux, une revendication ancienne de la gauche.

Écrit par le 3 juillet 2026

Un mécanisme fiscal incitatif

Dans sa version renforcée, le statut du bailleur privé ouvre droit à un amortissement fiscal annuel de 4% pour les logements neufs et de 3,5 % pour les logements anciens, sous réserve de réaliser des travaux représentant au moins 20% de la valeur du bien. Objectif ? Rendre l'investissement locatif plus attractif tout en conditionnant l'avantage fiscal à des loyers modérés et à une amélioration du parc existant. Le dispositif s'inscrit dans la continuité des réflexions menées depuis la fin progressive des mécanismes de défiscalisation type Pinel, arrivés à échéance et jugés insuffisamment ciblés sur les besoins sociaux.

Un risque constitutionnel en embuscade

Mais l'enthousiasme parlementaire a rapidement été tempéré. Lors des débats budgétaires, le rapporteur Philippe Juvin a alerté sur un risque de censure constitutionnelle, lié à la mise en application rétroactive du dispositif au 1^{er} janvier 2026. Un point également souligné par la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, qui a regretté l'adoption d'un texte potentiellement inapplicable en l'état.

Le Sénat confirme, mais nuance

La dynamique s'est poursuivie au Sénat, qui a validé à son tour la création du statut fin novembre. Les sénateurs ont toutefois retenu une version plus encadrée, prévoyant un amortissement de 3,5% pour le logement intermédiaire, 4,5% pour le logement social et jusqu'à 5,5% pour le très social, dans la limite de 80% de la valeur du bien et d'un plafond annuel de 8 000€ pour deux logements. Selon Bercy, ce mécanisme permettrait de neutraliser fiscalement, sur vingt-cinq ans, un investissement de 300 000€ dans le logement intermédiaire neuf.

Une réforme encore suspendue

Reste que cette version, 'qualifiée d'édulcorée' par certains sénateurs, représenterait un coût estimé à 1,2 milliard d'€ d'ici 2028 pour les finances publiques. Surtout, elle demeure étroitement liée aux discussions en cours sur le projet de loi de finances 2026. Entre arbitrages budgétaires et incertitudes juridiques, le statut du bailleur privé n'a pas encore franchi la dernière marche.

Produire des logements accessibles

S'il venait à être définitivement validé, ce nouvel outil fiscal pourrait néanmoins redessiner en profondeur l'investissement locatif privé, en le recentrant sur un objectif longtemps affiché mais rarement atteint : produire davantage de logements réellement accessibles.

Mireille Hurlin

Marie-Pierre Mouton nommée sénatrice : un

Ecrit par le 3 juillet 2026

nouveau cap pour la Drôme après le combat de Gilbert Bouchet



Présidente du Conseil départemental de la Drôme depuis 2017, [Marie-Pierre Mouton](#) démissionnera de cette fonction le 1er novembre pour prendre la suite du sénateur [Gilbert Bouchet](#), disparu des suites de la sclérose latérale amyotrophique (SLA) - dite maladie de Charcot. Cette passation marque à la fois la fin d'un combat courageux et le début d'une nouvelle étape pour la représentation drômoise au Sénat. C'est [Franck Soullignac](#), adjoint au maire de Valence et 1er vice-président du Conseil départemental de la Drôme qui prend, par intérim, le fauteuil de la présidence du Département de la Drôme.

Dans un contexte national empreint d'incertitudes, Marie-Pierre Mouton s'apprête à franchir un cap politique. « J'ai remis ce matin ma démission de la présidence du Département de la Drôme, qui prendra effet le 1er novembre », écrit-elle, soulignant la responsabilité « immense » de son nouveau mandat

Ecrit par le 3 juillet 2026

sénatorial. Sa décision fait suite au départ de Gilbert Bouchet, qu'elle salue avec émotion : « Je veux une nouvelle fois saluer la mémoire et l'action ».

Un chemin d'engagement territorial

Née en 1965, Marie-Pierre Mouton est une figure de la Drôme : conseillère départementale, maire de Pierrelatte, puis présidente du conseil départemental depuis 2017. Elle a été faite chevalier de la Légion d'honneur « pour son engagement local ». À la tête du Département, elle a notamment mis l'accent sur la solidarité, la ruralité et l'investissement dans les territoires sous tension. Elle insiste désormais sur sa volonté de « porter la voix des territoires, défendre nos collectivités et leur liberté d'action », soulignant que la proximité restera son fil conducteur.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Marie-Pierre Mouton Copyright MPM Communication

Un mandat de présidente intense, exigeant et humain

Son mandat au Département, comme elle le rappelle, « a été intense, exigeant et profondément humain ». Elle y voit la force du collectif et l'engagement des acteurs de terrain comme fondements de toute politique publique réussie. Elle annonce qu'elle restera conseillère départementale - aux côtés de son successeur désigné, le 1er vice-président Franck Soullignac, fidèle aux valeurs d'équité, solidarité et responsabilité.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Le vide laissé par Gilbert Bouchet et son héritage politique

Gilbert Bouchet, sénateur de la Drôme depuis 2014 et maire de Tain-l'Hermitage de 1995 à 2017, est décédé le 20 octobre 2025, à 78 ans, des suites de la maladie de Charcot. Diagnostiqué vers 2023, il avait poursuivi son mandat et s'était fait le porte-voix des personnes atteintes de maladies neurodégénératives. En octobre 2024, affaibli et sous respirateur, il avait pris la parole au Sénat pour défendre une proposition de loi visant à améliorer la prise en charge de la SLA -on estime à 8 000 le nombre de personnes atteintes de la maladie en France avec une incidence de 2,5 nouveaux cas pour 100 000 habitants par an-. Le combat du sénateur avait suscité une forte émotion : « Il faut absolument qu'on ait plus de moyens, plus de communication, car c'est une maladie qui peut tomber sur tout le monde », avait-il déclaré.

Une proposition adoptée à l'unanimité

Sa proposition, adoptée à l'unanimité en février 2025, supprimait notamment la barrière d'âge pour obtenir la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) pour les malades en évolution rapide. Son héritage est double : d'une part, la voix d'un élu drômois qui a mis sa propre souffrance au service d'une cause collective ; d'autre part, un rappel à l'engagement politique au niveau local et national. « Jusqu'à ses derniers instants, il est resté fidèle à ses idées, à son engagement et à son franc-parler », a salué la municipalité de Tain-l'Hermitage.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Gilbert Bouchet Copyright GB Communication

Ce que cela signifie pour la Drôme

La nomination de Marie-Pierre Mouton au Sénat apparaît comme un choix logique et symbolique. Elle représente la continuité d'un engagement local fort, mais aussi une ouverture vers une nouvelle étape au plan national. Son discours insiste sur la « voix des territoires » : à une époque où la centralisation et la défiance envers les institutions croissent, ce leitmotiv prend un relief particulier. Dans un territoire comme la Drôme - rural, attaché à la proximité, mais aussi confronté à des défis d'attractivité, de

Écrit par le 3 juillet 2026

numérique ou de transition – la présence d’une sénatrice enracinée peut faire la différence.

Un rôle de trait d’union

Ce rôle de « trait d’union » entre terrain et législation est ce que Marie-Pierre Mouton se propose de tenir, forte de son expérience au Département (budget sous tension, investissements dans les réseaux, soutien aux acteurs agricoles et aux actions sociales).

Une page qui tourne, un avenir à écrire

La passation s’inscrit donc dans un moment de transition : la fin d’un combat personnel et politique porté par Gilbert Bouchet, et le début d’un nouveau chapitre pour Marie-Pierre Mouton. Le «grand honneur» qu’elle évoque est aussi «une responsabilité immense». Elle devra conjuguer ancrage local et défis nationaux : financement des collectivités, ruralité, transition écologique, solidarité.

Le parti des Républicains

Pour le Parti Les Républicains et pour la majorité du Département de la Drôme, c’est une occasion de marquer leur présence et leur action. Pour les habitants, c’est aussi l’espoir que leur voix soit mieux entendue à Paris, non pas comme un simple relais administratif, mais comme un vecteur de projets concrets pour le territoire. En somme : un nom, une histoire, un combat. Et maintenant, une mission.

Mireille Hurlin

Le sénat à la rencontre des entreprises vauclusiennes

Ecrit par le 3 juillet 2026



La délégation sénatoriale aux entreprises s'est rendue en Vaucluse dans le cadre de deux journées de visites et d'échanges liés à l'économie locale, à l'innovation et à la réindustrialisation. L'occasion de découvrir les sociétés Aroma-Zone, FM logistic et Agis ainsi que de rencontrer les acteurs du monde économique départemental.

Invitée par le sénateur vaclusien [Jean-Baptiste Blanc](#), la délégation sénatoriale aux entreprises présidée par [Olivier Rietmann](#) est venue découvrir trois entreprises vaclusiennes. Ce dernier, aux côtés des sénateurs Michel Canevet, Gilbert Favreau, Yves Bleuven et Michel Masset, ainsi que du sénateur vaclusien [Lucien Stanzione](#), s'est rendu les 16 et 17 octobre derniers dans les locaux de [Aroma-zone](#) à Cabrières d'Avignon, [FM Logistic](#) à Entraigues-sur-la-Sorgue et [Agis](#) dans la zone de Courtine à Avignon.

« Ecouter, comprendre, identifier les blocages et construire des solutions concrètes. »

Olivier Rietmann, président de délégation sénatoriale aux entreprises

Ces échanges ont permis d'aborder de nombreux sujets clés concernant la compétitivité des entreprises tels que le coût de l'énergie, l'emploi et la qualification, la simplification administrative, les exportations,

Ecrit par le 3 juillet 2026

la formation, le foncier économique, la transition écologique, ou encore l'intelligence artificielle et la souveraineté industrielle.

« Ces rencontres de terrain sont au cœur de l'ADN de la délégation sénatoriale aux entreprises : écouter, comprendre, identifier les blocages et construire des solutions concrètes », précise Olivier Rietmann pour expliquer sa venue dans le département.

Un séjour marqué par un nouveau moment d'échange avec d'autres chefs d'entreprises vauclusiens : [René Braja](#) du Groupe Braja, [Olivier Charles](#) d'Aptunion, [Yoann Aucremanne](#) d'iLevel, Gildas Bonafous de [Keramis Bio](#) et [Jérémie Marcuccilli](#) de Kookabarra.



DR

« Le Vaucluse est un territoire d'innovation et de réussite. »

Jean-Baptiste Blanc, sénateur de Vaucluse

Outre les visites de ces 3 sites industriels, la délégation a tenu également à échanger avec les acteurs consulaires et les représentants des organisations professionnelles : la CCI Vaucluse, la Chambre des métiers et de l'artisanat, la Capeb Vaucluse et U2P Vaucluse. Les représentants consulaires ont notamment alerté sur les conséquences de la baisse des aides gouvernementales sur l'apprentissage ainsi, qu'en général, sur la formation des jeunes dans les métiers de l'artisanat et de l'industrie. Autre

Ecrit par le 3 juillet 2026

sujet majeur évoqué : la transmission des entreprises afin de pérenniser le tissu économique local confronté au départ à la retraite d'une génération de dirigeants sans repreneurs identifiés.

« Le Vaucluse est un territoire d'innovation et de réussite, rappelle Jean-Baptiste Blanc. Ces entreprises démontrent qu'il est possible de conjuguer ancrage local, performance industrielle et développement durable. La Délégation sénatoriale aux entreprises a vocation à écouter, comprendre et proposer des solutions concrètes pour soutenir nos entrepreneurs. »

Charlotte Rouger (stagiaire) & Laurent Garcia

Aberration administrative : un élu vauclusien tente enfin de faire bouger les lignes



Le sénateur vauclusien Jean-Baptiste Blanc vient de solliciter le Conseil d'Etat afin de mettre fin à une aberration administrative. Depuis 3 ans les Vauclusiens ne dépendent plus de Marseille mais de Toulouse en ce qui concerne les recours contentieux relevant du tribunal administratif.

Certes, il s'agit d'un petit pas, mais il a le mérite d'exister. En effet, dans un département avec une

Ecrit par le 3 juillet 2026

enclave, une commune (Pertuis) intégrée dans une métropole (Aix-Marseille) située dans un autre département (les Bouches-du-Rhône), un canton complet (celui de Villeneuve-lès-Avignon) entièrement intégré dans une agglomération (le Grand Avignon) qui ne sont pas dans le même département ni la même région et, enfin, un chef-lieu dont le bassin de vie est à cheval sur 3 départements et 2 régions constituant la 2^e zone inter-régionale d'emploi de France après celle de Roissy-Charles De Gaulle ainsi que la seule agglomération française coupée en 2 zones scolaires, il y aurait pourtant beaucoup à faire pour les élus en matière de cohérence administrative...

Toulouse plutôt que Marseille ou Lyon !

C'est donc dans cette logique de réalité du territoire, que le sénateur vaclusien [Jean-Baptiste Blanc](#) vient de rencontrer Thierry-Xavier Girardot, secrétaire général du [Conseil d'État](#), pour évoquer la carte actuelle de la justice administrative. La raison ? Depuis le 1^{er} mars 2022 le tribunal administratif de Nîmes, dont dépend celui d'Avignon, est couvert par la cour administrative d'appel de Toulouse. Conséquence ? Les requérants d'Avignon doivent faire près de 350km de route pour trancher leurs conflits avec une autorité administrative.

Une aberration que dénonçait déjà il y a 3 ans [Jean-Baptiste Blanc](#) pour qui « ce décret rédigé de Paris va, une nouvelle fois, à l'encontre des intérêts des concitoyens et de notre territoire. »

« L'objectif étant de garantir l'égalité d'accès pour tous les Vaclusiens pour une justice plus accessible, plus proche, et plus juste. »

Jean-Baptiste Blanc, sénateur de Vaucluse

Un bilan carbone désastreux

Effectivement, outre la perte de temps on ne peut que s'étonner d'une telle situation à l'heure où l'empreinte carbone est devenue l'affaire de tous, mais surtout des autres.

Pour mémoire, depuis 2006, les recours contentieux du Vaucluse relèvent du tribunal administratif de Nîmes mais les appels contre les décisions de ce tribunal étaient jugés à Marseille. Avec la création de la cour administrative d'appel de Toulouse, tout se juge désormais dans la capitale occitane. Dès lors, les requérants d'Avignon doivent parcourir 332km pour rallier Toulouse contre 104km pour rejoindre Marseille... Même la cour administrative de Lyon serait encore plus près (231km) !

Garantir l'égalité d'accès pour tous les Vaclusiens

« Ce double éloignement géographique constitue une véritable difficulté pour les justiciables et les professionnels du droit vaclusien, insiste le sénateur. C'est pour cela que nous avons échangé avec le secrétaire général du Conseil d'Etat sur la possibilité de réintégrer le département du Vaucluse dans le ressort de la cour administrative d'appel de Marseille, plus proche géographiquement et historiquement plus cohérente. L'objectif étant de garantir l'égalité d'accès pour tous les Vaclusiens pour une justice plus accessible, plus proche, et plus juste. »

Ecrit par le 3 juillet 2026

[Comment les vauclusiens vont devoir polluer pour que justice leur soit rendue](#)

Une proposition de loi pour rééquilibrer les rapports entre assureurs et collectivités



Ecrit par le 3 juillet 2026

Jean-Baptiste Blanc, sénateur de Vaucluse, vient de co-signer une proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales. Cette initiative fait notamment suite aux nombreux signalements d'élus locaux, dont ceux de Caderousse, confrontés à une situation devenue critique dans l'accès à l'assurance et à l'absence de traduction concrète des recommandations sénatoriales formulées il y a plus d'un an.

« Face aux difficultés croissantes rencontrées par les élus locaux pour assurer leurs communes à l'image de Caderousse et bien d'autres en Vaucluse, une réponse législative s'impose, explique le sénateur de Vaucluse Jean-Baptiste Blanc.

Celui qui est aussi membre de la mission d'information sur les difficultés assurantielles des collectivités poursuit : « Depuis plusieurs années, de nombreuses collectivités dénoncent l'impossibilité de trouver des assureurs, des appels d'offres infructueux, des contrats renégociés à la hausse, des couvertures restreintes, voire un abandon pur et simple par les assureurs. C'est dans ce contexte qu'au premier trimestre 2024, la commission des finances du Sénat a conduit une mission d'information inédite sur les difficultés assurantielles des collectivités territoriales. Appuyée par plus de 700 contributions d'élus locaux, cette mission a permis de dresser un diagnostic sans appel : une concurrence quasi inexistante, marquée par un duopole, des relations déséquilibrées entre assureurs et collectivités ainsi que des risques en augmentation, liés aux émeutes, aux violences sociales et au dérèglement climatique. »

« Aucune mesure concrète n'a été prise depuis plus d'un an. »

Jean-Baptiste Blanc, sénateur de Vaucluse

« Les constats du Sénat ont été confirmés par deux rapports gouvernementaux successifs ainsi que par l'Autorité de la concurrence dans un avis rendu le 23 janvier 2025. Pourtant, aucune mesure concrète n'a été prise depuis plus d'un an », s'indigne le sénateur vaclusien.

C'est pourquoi ce dernier vient de cosigner cette proposition de loi déposée au Sénat pour mettre enfin en œuvre les recommandations issues de ces travaux. Dans ce cadre, le Sénateur avait d'ailleurs tenu que Christophe Reynier, maire de Caderousse, puisse être auditionné sur ce sujet.

« Ne rien faire, c'est accepter que certaines communes restent sans assurance. »

« Cette proposition de loi repose sur trois piliers essentiels, renforcer la concurrence et la transparence sur le marché de l'assurance, rééquilibrer les rapports entre assureurs et collectivités et couvrir tous les risques, y compris les émeutes, insiste Jean-Baptiste Blanc. Ne rien faire, c'est accepter que certaines communes restent sans assurance. Nous devons sortir de l'immobilisme. Cette proposition de loi est une réponse pragmatique, équilibrée et urgente face à un risque systémique pour nos territoires. »

L.G.

Ecrit par le 3 juillet 2026

[La Loi ZAN examinée au Sénat : Jean-Baptiste Blanc en a « ras-le-bol des technocrates parisiens qui décident pour nous »](#)

Crise viticole, les sénateurs Lucien Stanzione, Alain Milon et Jean-Baptiste Blanc montent au créneau



Les trois sénateurs [Lucien Stanzione](#), [Alain Milon](#) et [Jean-Baptiste Blanc](#) ont invité les acteurs majeurs des grands crus du département ainsi que le président de la Fédération des Vignerons indépendants de la Vallée du Rhône, [Thierry Vaute](#), et le Syndicat des Côtes-du-Rhône à procéder à un état des lieux pour enrayer la crise. L'activité agricole occupe la 1^{re} place régionale avec 12 700 emplois et plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires annuel. En répartition par surfaces de culture en Vaucluse, la vigne représente 47%.

L'effondrement des ventes de vin rouge qui s'étend jusqu'aux ventes de crus prestigieux des Côtes-du-

Ecrit par le 3 juillet 2026

Rhône interpelle le monde de la viticulture. C'est ainsi que les six grands crus soutenus par Thierry Vaute, des Vignerons indépendants, ont remis aux sénateurs un document intitulé 'Demandes des ODG (organismes de Gestion).

Le point

Le point a été fait sur l'impact économique dramatique que vit la filière viticole, mettant en péril l'existence même des grands crus ; Les mesures déjà mises en œuvre, telles que le dispositif d'arrachage ; les PGE (Prêt garanti par l'Etat) et les aides à la consolidation de la trésorerie.

5 pistes pour faire face à la crise viticole

Les Organismes de gestion (ODG) et Thierry Vaute proposent de travailler sur 5 axes : social, administratif, fiscal, ainsi qu'en termes de commercialisation et de communication.

Au chapitre du **social**, les ODG proposent au Sénat de faciliter le recrutement, d'alléger les charges sociales, d'améliorer les conditions d'hébergement des saisonniers et la pérennisation définitive du [Tode](#) (travailleurs occasionnels demandeurs d'emploi).

Ils demandent également la **simplification administrative**, proposant de fusionner les démarches redondantes, de créer un guichet unique, de limiter la redondance et l'accumulation des contrôles.

Au chapitre de la **fiscalité**, les ODG demandent l'exonération des droits de transmission et de soutenir le stockage du vin pour faire face à la fermeture des marchés.

Au chapitre de la **commercialisation**, de renforcer les soutiens à l'export et de simplifier la vente à distance, notamment pour les particuliers.

Et enfin, en termes **d'image et de communication**, de lutter contre la stigmatisation du vin et de permettre une meilleure promotion des produits.

A l'avenir ?

Les sénateurs se sont engagés à porter ces revendications auprès du Sénat dans le cadre de l'examen [du PLF 2025](#) (Projet de Loi de finances) et de la [loi de programmation agricole](#) en janvier prochain. «Le Sénat est devenu un élément de stabilité dans la vie politique française, analyse Lucien Stanzione. Des solutions urgentes seront nécessaires pour éviter un effondrement irréversible de cette filière emblématique de la région Sud-Est. »

En savoir plus

Le chiffre d'affaires de la production agricole du département est estimé à 1 106M€ en 2018 (33 % de la valeur de Paca). Les vins constituent la première source de chiffre d'affaires agricole avec près de 48% de la valeur agricole départementale. Les fruits sont la deuxième orientation en valeur avec 30% du chiffre d'affaires agricole. En termes d'emploi saisonnier, le Vaucluse était par exemple, le premier département de la région PACA en termes d'embauche en CDD (saisonniers) avec 35 887 contrats en 2022.

Les chiffres clés

Avec 5 210 exploitations agricoles, le département rassemble 27% des exploitations de la région dont près de 60 % spécialisées en vins ou fruits. L'a surface agricole s'étend sur 115 000 ha soit 32% de Vaucluse et 4% de la région Paca.

Ecrit par le 3 juillet 2026

En 2022, le Vaucluse est le premier département de la région PACA à employer des salariés dans l'année avec 28 314 salariés. Il est également le premier département en nombre d'ETP (équivalents temps plein) : 9 809 salariés. La part des femmes est de 31% des salariés et les moins de 30 ans représentent 31% des salariés dans le Vaucluse. La masse salariale dégagée est également la première au niveau régional avec 250M€.

(Sources [Economie et vision syndicale de l'agriculture de Vaucluse](#), Matignon 09-2023)



Copyright LZ

L'avignonnais Thierry Calderon est l'opticien de l'année 2024

Ecrit par le 3 juillet 2026



L'avignonnais [Thierry Calderon](#), 55 ans, vient de remporter le prix de l'opticien de l'année. Il succède à la vendéenne Sylvine Kohler, lauréate 2023. Le Vauclusien, vainqueur en finale parmi les 7 candidats nationaux, a reçu son prix dès main de [Jean-Michel Lambert](#), président du Sidol (Syndicat des importateurs et distributeurs en optique lunetterie), ce vendredi, au Sénat dans le palais du Luxembourg à Paris.

Cette distinction récompense les opticiens les plus engagés parmi les 12 400 que compte la France. C'est la première fois que ce prix est attribué à un opticien du Vaucluse.

Créé en 1989 par le Sidol, ce prix d'opticien de l'année 2024 récompense l'approche professionnelle, le dynamisme, l'éthique ou bien encore la créativité des professionnels du secteur.

« Ce prix revêt une signification particulière, non seulement parce qu'il représente la reconnaissance du travail et des valeurs qui m'animent au quotidien, mais aussi parce qu'il me place aux côtés de personnalités qui ont marqué notre profession par leur excellence, explique Thierry Calderon déjà lauréat du concours du Meilleur Franchisé et Partenaire 2016 décerné par l'IREF (Institut de Recherche et de Formation de la Franchise). Je n'oublie pas à qui je dois ce prix : à ma femme, à mes équipes, à mes partenaires et à ma coopérative. »

Thierry Calderon a débuté son aventure entrepreneuriale en 2000. Aujourd'hui, il est à la tête de 8 magasins [Krys](#) et un magasin [You do](#) situés dans la cité des papes (Mistral 7 et Avignon centre), le Grand Avignon (Morières et Les Angles), à Apt, à Pertuis et à Arles (centre ville et centre commercial Leclerc). Il y dirige une équipe de plus de soixante salariés.

Ecrit par le 3 juillet 2026



De gauche à droite : [Pierre Fournier](#), président de Krys group, leader de l'optique en France, [Thierry Calderon](#) et [Jean-Pierre Champion](#), directeur général chez Krys group.

« Je sais ce que je dois à mon équipe. »

Thierry Calderon, opticien de l'année 2024

Des collaborateurs à qui il a rendu un vibrant hommage lors de sa remise de prix : « La vie de manager est loin d'être un long fleuve tranquille et j'avoue avoir régulièrement des envies d'île déserte. Mais au fond de moi, je sais ce que je dois à mon équipe, et si je devais demain relever des défis à l'autre bout du monde, ce serait avec eux que voudrais les affronter Je veux bien me reconnaître une qualité : celle de savoir m'entourer. Par des profils différents, complémentaires au mien. Et par des personnes plus

Ecrit par le 3 juillet 2026

compétentes que moi dans leur domaine. Au fil des années, j'ai pu les faire grandir, j'ai appris à déléguer et à les fédérer autour d'un projet ambitieux. Et mes équipes m'ont constamment challengé, m'obligeant à repousser mes limites à grandir dans mon poste d'opticien et celui de manager. »

« Ce prix récompense son engagement pour le collectif, sa quête d'une expérience client optimale, son implication locale pour instaurer la confiance avec l'ensemble de ses partenaires et sa démarche RSE sincère », complètent de [Pierre Fournier](#), président de Krys group, leader de l'optique en France, et [Jean-Pierre Champion](#), directeur général chez Krys group, présents lors de la remise de prix à Thierry Calderon.